



Organisation internationale du Travail contrainte de régler les conflits d'intérêts

Rubrique : actualités - Date : samedi 14 octobre 2017

Lilongwe, Malawi - Au cours d'une série de désaffiliations de grande envergure, l'Organisation internationale du travail (OIT) décidera si elle finira par rompre ses liens avec Big Tobacco. La décision, qui devrait être prise lors de la réunion de son conseil d'administration ce mois-ci, pourrait limiter l'une des dernières voies d'influence de l'industrie du tabac aux Nations Unies.

La décision vient comme un appel mondial de la santé publique et des dirigeants syndicaux du monde entier qui ont remis cette semaine une lettre aux représentants gouvernementaux du Conseil d'administration du BIT pour leur demander de mettre fin aux partenariats public-privé de l'OIT avec l'industrie du tabac. Les dirigeants mondiaux de la santé publique du Secrétariat de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT) aux organisations mondiales de lutte antitabac demandent depuis longtemps à l'OIT de fermer ses portes à Big Tobacco.

« Depuis plus de dix ans, nous avons vu l'OIT du mauvais côté de l'histoire des populations rurales avec sa politique consistant à prendre l'argent des fabricants mondiaux de cigarettes », a déclaré Lucky Mfungwe, du Centre for Social Concern de Lilongwe. Ce mois-ci, l'OIT a la possibilité de se situer du bon côté de l'histoire et de protéger les travailleurs agricoles par rapport aux bénéfices des entreprises.

Au cours des 15 dernières années, le BIT a reçu plus de 15 millions de dollars américains de la part de sociétés du secteur du tabac pour des programmes conjoints, dont plus de 10 millions de dollars de Japan Tobacco International pour son programme ARISE (Réduction du travail des enfants à l'appui de l'éducation). L'industrie fait la promotion de ces programmes pour renforcer ses relations publiques mais elles ne contribuent guère à freiner le travail des enfants dans les champs de tabac car elles ne déplacent pas le cycle de la pauvreté des producteurs de tabac qui force les enfants dans les champs. Le confort de l'OIT vis-à-vis de l'industrie du tabac viole l'article 5.3, un principe fondamental de la CCLAT, qui établit un mur à l'épreuve du feu entre l'industrie du tabac et l'élaboration des politiques de santé publique.

Les capitaines de l'industrie du tabac ne soutiennent pas suffisamment les droits et la dignité des travailleurs dans les champs de tabac. Des groupes d'entreprises comme le Pacte mondial des Nations Unies ont rompu leurs liens en raison de la malfaisance de l'industrie, a déclaré Marty Otañez, professeur associé en anthropologie à l'Université du Colorado à Denver et membre du conseil d'administration du Réseau des droits de l'homme et du tabac. Pour que l'OIT reste pertinente dans les domaines des droits du travail et de l'engagement communautaire, elle doit mettre fin à sa collaboration avec l'industrie du tabac.

Au fur et à mesure que de plus en plus de pays et d'institutions se séparent de l'industrie du tabac en conformité avec la CCLAT, l'industrie du tabac a du mal à maintenir son influence. Pour tenter de reprendre pied, Philip Morris International a récemment lancé la Fondation pour un monde sans fumée, à laquelle il accordera près d'un milliard de dollars au cours de la prochaine décennie.

Les membres du Syndicat des travailleurs du tabac et des branches connexes du Malawi (TOAWUM) ainsi que des chercheurs du Centre for Social Concern ont peu ou pas bénéficié des projets de responsabilité sociale financés par l'OIT administrés par la Fondation Eliminate Child in Tobacco Growing. L'ECLT est le principal organisme qui reçoit de l'argent de Japan Tobacco et d'autres compagnies de tabac et met en Suvre des programmes de travail des enfants dans le secteur du tabac au Malawi. Selon Rafael Sandramu, le secrétaire général de TOAWUM, L'intention d'une grande partie de la programmation d'ECLT n'est pas mauvaise. Ces initiatives ne s'attaquent cependant pas suffisamment aux causes profondes du travail des enfants lié au tabagisme, qui est la pauvreté endémique chez les producteurs de tabac. Cette pauvreté est exacerbée par les schémas de contractualisation développés par les entreprises mêmes qui financent certains projets pour l'ECLT .

Les fabricants de tabac continuent d'acheter des feuilles produites par des enfants travailleurs au Malawi tout en essayant d'apparaître comme des amis des travailleurs grâce à des programmes de responsabilité sociale financés par l'OIT. "Le moment est venu pour l'OIT de mettre fin à son programme caritatif en mettant l'accent sur les questions que l'industrie a à l'ordre du jour. Au lieu de cela, l'OIT et Big Tobacco doivent se concentrer sur les agriculteurs locaux et leur désir de gains équitables et d'accords de négociation collective exécutoires », a noté Sandramu de TOAWUM.